



Les Français et le droit

02 juin 2018

De nombreux professionnels réclament une refonte des parcours de formation juridique pour les rendre plus concrets et davantage en phase avec les mutations de la société

Pas de doute : le droit continue de faire rêver pléthore d'étudiants. La preuve avec les chiffres tout frais tirés des vœux des lycéens sur la plateforme Parcoursup : plus de 200.000 d'entre eux aimeraient suivre une licence de droit. Avec 15 % des choix, elle figure même en tête de leurs désirs, loin devant une autre filière pourtant ultra demandée, Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives). Après un léger creux voilà deux ans, les inscriptions repartent donc de plus belle à la hausse. Ils sont près de 207.000 à suivre un cursus juridique à la fac. À la rentrée 2017-2018, 39.900 s'y sont inscrits, soit 2 % de plus. Les carrières, diversifiées, offrent de nombreux débouchés, même si certaines professions, comme celle d'avocat, frôlent la saturation et promettent des débuts plus compliqués.

Plus d'un étudiant sur deux arrête le droit en cours de route

Pour les professionnels, ces vocations parfois pas toujours réalistes posent question. Plus d'un étudiant sur deux arrête en cours de route, par manque de motivation, ou parce que les études ne sont pas adaptées à ce qu'il pensait y trouver. D'où l'appel des experts à réformer l'enseignement des études juridiques en France, en partant de ce qui se fait outre-Atlantique. "On ne peut pas accueillir tout le monde, c'est un luxe qui n'est plus possible, le risque étant que les universités meurent au profit des grandes écoles", s'inquiète Mustapha Mekki, professeur à l'université Paris-13 et auteur d'un rapport paru en 2017 pour le Club des juristes intitulé "Réformer l'enseignement du droit en France à la lumière des systèmes étrangers". Complémentaires, les deux filières n'en sont pas moins concurrentes. Leur pédagogie et leurs approches sont différentes et ne répondent pas aux mêmes besoins du marché du travail. Le développement du numérique, la transversalité et l'inflation législative poussent cependant à des cursus plus évolutifs et interactifs.

Suite en cliquant [ici](#) ^[1]

Source URL: <http://ceuropeens.org/article/les-francais-et-le-droit>

Links:

[1] <https://www.lejdd.fr/Economie/les-francais-et-le-droit-3670142>